



LE CANARD PATRIOTE

EDITORIAL

Deux années déjà. Deux années que nos commandos ont courageusement tenté de libérer Denis Alex. Le souvenir du soldat, du camarade, du patriote, ne s'est pas éteint. La traque de ses bourreaux n'a jamais été interrompue non plus. Le 1^{er} septembre 2014, Ahmed Abdi Godane, l'homme qui était à l'origine de son enlèvement – et de celui de Marc Aubrière – en juillet 2009, a été tué par une frappe américaine. La DGSE avait apporté sa précieuse contribution à la réalisation de l'opération.

La disparition de Denis Alex et de deux commandos, dans la nuit du 11 au 12 juillet 2012, a été suivie de bien d'autres pertes, au sein de nos armées, mais aussi parmi nos concitoyens civils. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le pays vient d'être endeuillé par des attentats perpétrés à l'arme automatique sur le territoire métropolitain. 17 vies volées de sang-froid.

La guerre se poursuit donc, imperturbable et encore invisible. Il est à craindre que les Français se rangent encore à l'idée pernicieuse, mais ô combien rassurante, que ces derniers assassinats ne sont que l'œuvre de ratés de la société. Leur mort devrait donc avoir mis fin à la menace, ou presque.

La guerre des armes est précédée et accompagnée de la guerre psychologique. Une guerre sournoise qui vise ici, par des artifices intellectuels et émotionnels, à affaiblir l'esprit de résistance.

Ne trahissons pas la mémoire de Denis et de ses camarades en restant indéfiniment aveugles...

La rédaction

UNE RESISTANCE BALBUTIANTE

Beaucoup de monde s'agite, les promesses fusent, les associations patriotiques se multiplient, mais la France poursuit sa route vers le précipice. Les discours diabolisant le Français de souche ont commencé à produire leurs effets, de plus en plus visibles sur les réseaux sociaux, mais encore négligés par la presse, le monde politique et, évidemment, nos « humanistes » : innombrables insultes et agressions physiques ainsi que cas de viols et de meurtres accompagnés de propos racistes anti-Blancs. Il faut ajouter à cela le pillage organisé, à grande échelle, des biens et des bêtes, en ville comme dans les campagnes, la colonisation d'espaces entiers – avec un processus d'exclusion des Français de souche délibérément organisé –, l'implication de centaines de Français en Syrie du côté des djihadistes, etc. Il y a là tous les indicateurs d'une guerre en cours mais avec l'interdiction absolue de nommer la chose et donc de se défendre. La régularisation des clandestins s'est au contraire accélérée. Les chercheurs ne voient dans la criminalité grandissante que des faits divers, sans intérêt. Il n'y a de mobilisation collective que pour les actes racistes incriminant des Blancs. Le microcosme politique, la justice et la force publique ne s'emploient qu'à décourager toute velléité de résistance.

Pour ceux qui sont convaincus de la nécessité de réagir, il manque à ce jour un mouvement réellement fédérateur, capable de balayer les « idiots utiles » (aux ennemis) ainsi que les collabos. La défense de la patrie, d'accord, mais à condition, pour les uns d'être catholique, pour d'autres de revenir à une France blanche, pour d'autres encore de créer l'amalgame entre islamistes et musulmans ou, à l'opposé, de s'appuyer sur la communauté musulmane pour mener une fronde antisémite... Dès lors, en dépit des multiples menaces qui nous touchent, il n'existe à ce jour aucune résistance organisée à l'échelle du pays, faute d'un consensus sur la France qu'il s'agit de sauver.

Il est probable que notre nation forgera sa nouvelle identité dans les épreuves qui l'attendent.

Roland Le Cor





UNE DEFENSE POUR QUELLE FRANCE ?

Lorsque la question de l'identité française fut officiellement posée, les idiots utiles et les artisans de la guerre psychologique, occupés à détruire la France traditionnelle pour la livrer à l'ennemi, crièrent au scandale. Bien qu'essentiel à notre cohésion nationale et, partant, à notre défense, le sujet fut donc abandonné.

Il est certain que le visage de la France s'est profondément transformé, rendant impossible le retour au passé. Faire accepter la réalité des menaces qui pèsent sur notre pays est l'un des objectifs de notre journal. Faire accepter les nouvelles réalités sociologiques françaises en est un autre.

L'islam est ainsi devenu notre seconde religion. Ce n'est pas une menace pour notre identité qui ne saurait être figée pour l'éternité, mais une donnée de notre nouvelle identité. Une autre culture s'est ajoutée aux socles gréco-romain et judéo-chrétien de notre nation ainsi qu'aux valeurs républicaines élaborées à partir de 1789. Dans ce contexte dynamique, la laïcité offre un cadre idéal au vivre-ensemble et, plus que cela, à une synthèse du passé et du présent. Or, nous assistons à des attaques en règle contre elle, contre aussi l'héritage culturel français, accompagnées d'une fragmentation de la société en communautés.

Les Français de souche devraient accepter les nouveaux acteurs de leur avenir et, dans le même temps, empêcher les atteintes à leurs repères traditionnels. Quant aux nouveaux venus, ils devraient respecter, voire se plier aux règles de leurs hôtes. En fait, toutes les parties devraient refuser le principe de rupture pour adopter celui d'évolution. A partir de là, la défense deviendra la préoccupation de tous.

La rédaction

CANDIDE AU PAYS DES FACHOS SANS BOTTES LES INONDATIONS

Les inondations avaient déjà causé de grands dommages au pays et fauché de nombreuses vies : champs dévastés, maisons éventrées, automobilistes piégés dans leur véhicule, passants noyés... Il fallait que tout cela cesse, et vite. Ainsi, nous devons redonner aux campagnes les fossés et les bosquets qui autrefois retenaient l'eau des pluies diluviennes ; drainer les cours d'eau et réaménager leurs berges jusqu'à réinstaller en certains endroits les marécages asséchés par le passé ; cesser de construire en zone inondable ; dresser des digues peut-être. Il y avait tout cela à faire et bien d'autres choses encore qui ne relevaient que du bon sens et d'une volonté commune.

Je réclamai donc un plan de lutte, pensant naïvement rallier tous mes compatriotes à cette grande cause d'intérêt national. Mais, les commissaires politiques du nouvel Ordre m'opposèrent une fin de non-recevoir en m'expliquant que « L'eau est source de toute vie » comme on répond à d'autres, qui réclament la régulation de l'immigration : « L'immigration est une chance pour la France. » Je leur expliquai que c'est l'irrigation qui nourrit les cultures, pas les inondations ; que c'est à nous de décider où, quand et à quel débit doit passer l'eau et non à elle de décider, selon ses humeurs, et en provoquant d'énormes dégâts. Ils me répondirent que les ravages que je dénonçais n'étaient pas aussi importants que cela et qu'il ne fallait pas stigmatiser l'eau alors que le feu et le vent pouvaient provoquer beaucoup plus de dommages qu'elle. Je leur répondis que je ne reprochais pas à l'eau d'être eau et que mon intention n'était pas non plus de faire oublier les autres défis que nous avons à relever.

Pour argumenter mon discours, je dressai la carte des inondations, évaluai le coût des dégâts et comptabilisai le nombre des victimes. Mais ils refusèrent d'examiner ces données, pourtant alarmantes, déclarant que mon seul objectif était de discréditer l'eau qui est « source de toute vie ». Je leur dis que lutter contre les inondations n'était pas détester l'eau. En vain : ils me rangèrent dans la catégorie des *hydrophobes*, de la grande famille de ceux qu'ils nomment arbitrairement *fachos*, et me menacèrent de graves sanctions judiciaires « pour incitation à la haine ». Il y avait parmi eux des étrangers ou fils d'étrangers qui se montrèrent particulièrement virulents à mon égard alors que les pays d'où ils étaient originaires entretenaient des politiques nationales fort efficaces contre les inondations.

Je fus terriblement affecté par le discrédit qu'ils jetèrent sur ma personne et plus encore par la crédulité de mes concitoyens qui n'avaient d'oreilles que pour ces commissaires de malheur. Mes alertes, qui ne visaient qu'à protéger notre beau pays, restèrent vaines pour finalement disparaître des médias et des débats politiques. L'eau continua de monter, monter, monter...

Des compatriotes, de l'eau jusqu'aux genoux, leur maison en ruine, commencèrent à s'insurger. Ils furent traités de *fachos* eux aussi. Je cessai d'être seul. Ainsi naquit l'espoir de sauver le pays des inondations ; de sauver surtout du nouvel Ordre et de ses commissaires politiques, en fait des authentiques *fachos*...

Jean Daudé
Ecrivain



CE QUE REVELENT LES EVENEMENTS DES 7, 8 ET 9 JANVIER 2015

L'extrême violence que traduisent l'attaque perpétrée par deux islamistes contre les bureaux de *Charlie Hebdo* et l'équipée sanglante menée par un complice à partir du lendemain, doit nous interroger. Il ne suffit pas de condamner, il faut aussi comprendre.

Est-ce l'idéologie islamiste qui nous a frappé collectivement, ou alors seulement cet intégrisme religieux ordinaire existant aussi chez les chrétiens, les juifs ou encore les hindous ? Faut-il y voir la main de l'étranger ? Ou peut-être n'est-ce que le fait de deux amateurs de jeux vidéo partageant le même délire mégalo-paranoïaque ? Ou encore la manifestation d'une société de plus en plus individualiste et cynique qui produit, comme aux Etats-Unis, dont l'Europe adopte le modèle, des tueurs narcissiques de masse ? Il est trop tôt pour répondre précisément à ces questions.

Mais il est fort probable que la vérité est une synthèse de toutes ces hypothèses. Notre société est malade et de plus en plus violente ; l'intégrisme religieux et l'islamisme l'ont infiltrée ; les personnes fragiles psychologiquement sont toujours les premières à passer à l'acte ; des puissances étrangères abritent des individus appelant au « djihad » - en fait au crime – et à l'expansion de l'islam – en fait à la conquête...

Cependant, entre toutes ces hypothèses, il en est une qu'il ne faut pas négliger. L'Europe est, pour les islamistes rampants, une terre à conquérir lentement mais sûrement. Pour leurs frères « djihadistes », qui partagent la même idéologie et les mêmes buts,

mais pas les mêmes méthodes, elle est d'abord un champ de bataille, pour des attentats terroristes jusque-là, peut-être pour des actions de guérilla urbaine bientôt.

L'immigration massive, qui a débuté, rappelons-le, à l'initiative de la France, a fini par constituer un réservoir potentiel de combattants. A cela s'ajoute aujourd'hui une immigration clandestine intensive dont des personnalités publiques et des groupes de pression, par bêtise ou par calcul, interdisent la remise en cause et le contrôle. Par ailleurs, il n'est plus besoin d'une institution militaire pour apprendre à tuer massivement. L'usage des armes automatiques et des explosifs peut s'apprendre sur Internet, au contact d'instructeurs itinérants ou encore à l'occasion d'un séjour dans un pays abritant des camps d'entraînement ou un conflit armé. Pour faire, de tous ces ingrédients, le cocktail qui aboutisse à des attentats sanglants, il fallait une idéologie réclamant et légitimant l'horreur.

Cela signifie que ces actes, que l'on voudrait attribuer à des déséquilibrés ou à de dangereux illuminés, ne sont que la partie émergée d'une stratégie globale visant le contrôle des populations musulmanes d'une part, la déstabilisation des sociétés à soumettre d'autre part. Dès lors, bien qu'ils menacent la confortable dynamique de l'islamisme rampant, les attentats réussis, relayés à souhait par les médias, vont inspirer et encourager d'autres attentats. La neutralisation, par les moyens policiers et juridiques, des assassins de masse, ne sera jamais suffisante pour enrayer la mécanique qui s'est

mise en marche puisque, pour les raisons énoncées, le recrutement, l'armement et la formation de nouveaux aspirants au crime et à la « gloire » ne seront jamais un problème pour les islamistes.

Dès lors, une stratégie de défense ne pourra être élaborée qu'à condition d'accepter la réalité de la menace et de mener des actions aussi bien sur les terrains policier et militaire que sur le terrain sociétal.

Thibaut Moulin
Chercheur en stratégie militaire

Roland Le Cor
Sociologue

ATTENTION : GUERRE !

S'il est impératif de se défendre contre les attaques terroristes, rappelons cependant que les vraies menaces reposent sur les armes de conquête silencieuses que sont l'arme démographique, l'endoctrinement idéologique des masses (dont se chargent certaines écoles coraniques pour les enfants), et la guerre psychologique.

D'ailleurs, comme cela a déjà été expliqué dans l'article « L'œuf du serpent » (v. CP n° 3), les attaques sanglantes perpétrées au nom de l'islam sont susceptibles de contrarier les plans de l'islamisme rampant.

Espérons justement que les derniers attentats provoquent une prise de conscience salutaire de la nation à l'égard de toutes les formes d'islamisme.

Thibaut Moulin



CETTE FRANCE « COUPABLE » QUI NE PEUT DIRE « NON »

La France est une belle femme à qui l'on a interdit de dire « Non ». Les gardiens de la bonne morale le lui ont interdit. Elle n'a pas le droit de fermer sa porte à clef, de jour comme de nuit, ne peut refuser sa cuisine, son salon ou sa chambre à quiconque. Si c'est un étranger de couleur qui vient à elle, elle ne peut rien lui refuser, au risque sinon d'être traitée de raciste. Ses enfants ont faim, mais elle ne peut les servir avant d'avoir rassasié tous ceux qui se sont imposés chez elle, au risque sinon d'être traitée d'ennemie de l'humanité. Les pièces avaient fini par être trop petites pour accueillir tout le monde. Mais il lui fut interdit de s'en plaindre, les combles pouvant encore être aménagés. C'est ce qu'elle fit, à ses frais, pour y loger ses propres enfants.

Un beau jour, à bout de force, elle s'écria : « Non, je n'en peux plus ! ». Mais on ne l'écoula point. Lorsqu'elle sortit ses griffes, on la traita de fasciste et la traîna devant le tribunal. Pour sa défense, elle déclara que la morale universelle qu'on lui imposait n'avait rien d'universelle puisque, partout ailleurs, les mères avaient le droit de dire « non » chez elles et de protéger leurs enfants. Agissant selon les principes de la morale dominante, les juges lui répondirent que les autres mères avaient beaucoup souffert par le passé et qu'elles souffraient toujours. Alors qu'elle, dirent-ils, était nantie et ne devait sa fortune qu'aux parents qui avaient fait les colonies et aux aïeux qui avaient été esclavagistes. Elle leur répondit que la grande majorité

de ses enfants n'avaient toujours été que de braves personnes laborieuses. Elle ajouta que, par le passé, elle avait été elle aussi battue, que nombre de ses enfants lui avaient été enlevés pour être réduits en esclavage de l'autre côté de la Méditerranée, que sa maison avait été détruite à de nombreuses reprises par des guerres venues d'ailleurs et que, maintenant, la crise économique, la pauvreté, la criminalité et le terrorisme lui infligeaient de nouveaux tourments.

Mais personne ne l'écoula ni même ne l'entendit. Le président du tribunal la déclara coupable et la condamna au paiement de dommages-intérêts.



On n'entend pas aujourd'hui les cris de désespoir des prétendus « coupables », pas plus que l'on n'entendait hier ceux des prétendus « hérétiques », « sauvages » ou « sous-hommes ».

Qu'importe le nom que l'on donne à la rage, pourvu que l'on puisse vous en accuser. Et ainsi vous soumettre.

Gaël Le Rouge
Philosophe

Amis lecteurs, nous avons laissé une année s'écouler avant de vous proposer un nouveau numéro. Veuillez bien nous en excuser. Nos auteurs ne sont pas hélas de tranquilles retraités pouvant consacrer le plus clair de leur temps à la rédaction d'articles.

L'essentiel était que, à peine né, le journal ne meurt pas. Il est donc toujours là, pour vous, pour l'idée que nous nous faisons du patriotisme, au-delà des différences religieuses, ethniques, politiques et autres.

La rédaction

JOURNEES DES 7, 8 ET 9 JANVIER 2015

CHRONOLOGIE DES FAITS

Mercredi 7 janvier

A 11 h 30 du matin, deux hommes armés entrent dans les locaux du journal *Charlie Hebdo* et tuent un agent d'entretien, huit collaborateurs du journal, un invité et un policier (Franck). En sortant, ils abattent un second policier (Ahmed) et prennent la fuite.

Jeudi 8 janvier

A Montrouge (au sud de Paris), dans la matinée, une policière municipale (Clarissa) est tuée par un troisième homme.

A midi, la France observe une minute de silence.

Vendredi 9 janvier

Enfin retrouvés, les deux premiers assassins se réfugient dans une imprimerie du village de Dammartin (nord-est de Paris).

Vers 13 h, le troisième homme entre dans un supermarché casher de Vincennes où il se retranche avec des otages après avoir fait de nouvelles victimes.

Peu avant 17 h, l'assaut est donné quasi simultanément contre les trois terroristes qui sont tués. On dénombre quatre morts dans le supermarché.

HOMMAGE AUX VICTIMES

Nous dédions ce numéro aux victimes des attaques des 7, 8 et 9 janvier 2015, avec une pensée particulière pour les policiers Clarissa, Ahmed et Franck, morts en service.